



Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

LA COMPLÉMENTARITÉ ET LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI) Plateforme pour l'assistance technique

Note explicative

- **L'Australie, la Roumanie et le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome invitent les États Parties de la CPI souhaitant obtenir une assistance technique pour enquêter et poursuivre des crimes relevant du Statut de Rome (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crime d'agression) à indiquer leurs besoins d'assistance technique dans le tableau ci-dessous.**
- Le Secrétariat travaillera de concert avec l'État ayant formulé une demande d'assistance afin de faciliter les liens entre ce dernier et les acteurs susceptibles d'apporter leur appui, en se basant sur la plateforme en ligne déjà existante consacrée à la complémentarité¹. La demande ne sera pas publiée sur la plateforme en ligne à moins qu'il n'en soit convenu autrement avec l'État en question.
- **Veillez compléter toutes les rubriques.** Pour la **colonne C** – merci de renseigner un ou plusieurs des domaines suivants lorsque cela est pertinent :
 - Mise en œuvre d'une réforme législative, du droit pénal et de la procédure pénale
 - Renforcement de la représentation juridique
 - Formation et conseil
 - Gestion des tribunaux
 - Protection des témoins et des victimes
 - Appui en matière de sécurité
 - Infrastructure judiciaire
 - Autres domaines
- Pour la **colonne E** – merci d'indiquer s'il s'agit d'une nouvelle demande ou d'une demande déjà existante. S'il s'agit d'une demande déjà existante, veuillez indiquer quelle organisation a initialement reçu ladite demande. Nous nous efforcerons de nous mettre en relation avec l'organisation en question afin de travailler de concert et d'éviter les doublons.
- Pour la **colonne K** - ces informations pourraient être partagées par le Secrétariat avec d'autres États ainsi qu'avec la communauté des bailleurs de fonds dans son ensemble. Veuillez nous indiquer si vous avez des instructions spécifiques pour le traitement de ces informations, y compris des exigences particulières en termes de confidentialité.
- **Pour toute question, merci de vous adresser à :**
Gaile A. Ramoutar, juriste et point focal du Secrétariat pour la complémentarité :
ASPcomplementarity@icc-cpi.int

Ce document a été élaboré par le Secrétariat de l'Assemblée et les points de contact sur la complémentarité, l'Australie et la Roumanie, conformément à leurs mandats respectifs².

¹ https://asp.icc-cpi.int/en_menus/asp/complementarity/List-of-Actors/Pages/default.aspx.

² Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, quinzième session, La Haye. 16 – 24 novembre 2016 (ICC-ASP/15/20), ICC-ASP/15/Res.5, et seizième session, New York, 4-14 décembre 2017 (ICC-ASP/16/33) et ICC-ASP/16/Res. 6).

A. État	B. Date	C. Domaine	D. Renseignements relatifs à la demande	E. S'agit-il d'une nouvelle ou d'une ancienne demande ?	F. Objectif à court terme / à long terme	G. Durée souhaitée et partenaires à privilégier	H. Estimation des besoins de financement	I. Lieu(x)	J. Contact(s) (nom, titre, département, adresse de courriel)	K. Partager les informations sur cette demande avec des tiers (oui/non/autres instructions)	L. Commentaires supplémentaires
EXEMPLES											
<i>Exemple État A</i>	<i>18 septembre 2017</i>	<i>Protection et appui aux témoins et aux victimes</i>	<i>Activités de conseil pour la création d'un organe spécialisé indépendant spécialisé dans la protection des témoins et des victimes</i>		<i>Rendre possible la participation des témoins et des victimes et les réparations</i>	<i>2 ans, de préférence une assistance provenant d'états francophones</i>	<i>200 000 USD</i>	<i>Province ABC</i>	<i>Mme CEF, Ministre de la Justice a@email.com</i>	<i>Oui</i>	
<i>Exemple État B</i>	<i>18 septembre 2017</i>	<i>Protection et appui aux témoins et aux victimes</i>	<i>Activités de conseil sur la réintégration des témoins au sein des communautés après avoir témoigné</i>		<i>Rendre possible la participation des témoins et des victimes et les réparations</i>	<i>2 ans, de préférence des organisations du système des Nations Unies</i>	<i>200 000 USD</i>	<i>Province DEF</i>	<i>Mme ABC, Ministre de la Justice xyz@email.com</i>	<i>Oui</i>	
<i>Exemple État C</i>	<i>18 septembre 2017</i>	<i>Renforcement de la représentation juridique</i>	<i>Assistance pour le développement d'un système d'aide judiciaire pour la représentation de la défense et des victimes</i>		<i>Garantir des procès équitables</i>	<i>3 mois de préférence une assistance provenant d'états anglophones</i>	<i>100 000 EUR</i>				
<i>Exemple État D</i>	<i>18 septembre 2017</i>	<i>Renforcement de la représentation juridique</i>	<i>Formation sur l'interaction avec les témoins vulnérables</i>		<i>Rendre possible la participation des témoins et des victimes et les réparations</i>	<i>3 mois de préférence une assistance provenant d'états anglophones</i>	<i>500 000 EUR</i>	<i>Niveau national</i>	<i>M. XYZ, Ministre de la Justice aaa@email.com</i>	<i>Merci de nous informer au préalable avant de partager l'information</i>	

A. État	B. Date	C. Domaine	D. Renseignements relatifs à la demande	E. S'agit-il d'une nouvelle ou d'une ancienne demande ?	F. Objectif à court terme / à long terme	G. Durée souhaitée et partenaires à privilégier	H. Estimation des besoins de financement	I. Lieu(x)	J. Contact(s) (nom, titre, département, adresse de courriel)	K. Partager les informations sur cette demande avec des tiers (oui/non/autres instructions)	L. Commentaires supplémentaires